



DOSSIER SUR LES RISQUES ENTRAÎNÉS  
PAR LE CLIMAT ET LA FRAGILITÉ

# MALI

Ce document est un produit de connaissance fourni par :

# Dossier sur les risques entraînés par le climat et la fragilité : Mali

## AUTEUR

Chitra Nagarajan, Climate Security Expert Network

## FOURNI PAR

Le Réseau d'experts sur la sécurité climatique (Climate Security Expert Network, CSEN), qui comprend une trentaine d'experts internationaux, soutient le Groupe d'amis sur le climat et la sécurité et le mécanisme de sécurité climatique du système des Nations Unies. Pour ce faire, il synthétise les connaissances scientifiques et l'expertise, donne des conseils sur les points d'entrée pour renforcer la résilience aux risques liés à la sécurité climatique, et aide à renforcer une compréhension commune des défis et des possibilités de faire face aux risques liés au climat pour la sécurité.

[www.climate-security-expert-network.org](http://www.climate-security-expert-network.org)

L'initiative de diplomatie climatique est le fruit d'une collaboration entre le Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères et adelphi. L'initiative et cette publication sont soutenues par une subvention du Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères.

[www.climate-diplomacy.org](http://www.climate-diplomacy.org)

## APPUYÉ PAR



Ministère fédéral  
des Affaires étrangères



## MENTIONS LÉGALES

Contact : [secretariat@climate-security-expert-network.org](mailto:secretariat@climate-security-expert-network.org)

Publié par : adelphi research gGmbH  
Alt-Moabit 91, 10559 Berlin, Germany  
[www.adelphi.de](http://www.adelphi.de)

L'analyse, les résultats, les recommandations et les graphiques présentés dans ce document représentent l'opinion des auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs de la position de l'une des organisations énumérées ci-dessus. Les frontières, noms et désignations apparaissant sur les cartes n'impliquent pas leur approbation officielle de la part d'adelphi ou des parties responsables du financement.

Date : 28 Mai 2020

Responsabilité Éditoriale : adelphi

Mise en page et désign : Sebastian Vollmar, ([vividshapes.com](http://vividshapes.com))  
et Katarina Schulz (adelphi)

Infographie : Katarina Schulz (adelphi)

© adelphi 2020



## SOMMAIRE

<b>RÉSUMÉ</b>	<b>1</b>
<b>CONTEXTE DU CONFLIT</b>	<b>2</b>
Un passé violent au Mali	2
Faiblesse de la gouvernance et violations des droits humains	4
Dynamiques entretenues par les sexospécificités et le conflit	4
Exclusion sociale et diminution de la cohésion sociale	6
Facteurs économiques et rôle du commerce informel et illicite	6
Radicalisation et fondamentalisme religieux	8
Une crise en matière de protection	9
<b>CONTEXTE CLIMATIQUE</b>	<b>10</b>
<b>RISQUES POUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE</b>	<b>12</b>
L’opportunisme et la surexploitation des ressources naturelles ont des conséquences négatives sur l’environnement et les dynamiques des conflits	13
Les mesures de gestion des ressources et de protection de l’environnement qui négligent les aspect conflictuels peuvent aggraver les griefs	14
L’émigration est à la fois stratégie de résilience, facteur et conséquence de conflit	15
Les conflits autour des ressources naturelles risquent d’augmenter	16
Le changement climatique et les conflits mettent en péril les moyens de subsistance et la cohésion sociale	18
<b>PREMIÈRES MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES POUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE</b>	<b>20</b>
<b>RÉFÉRENCES</b>	<b>23</b>

## RÉSUMÉ

La majorité des régions du Mali sont actuellement touchées par des conflits armés. Alors que les yeux sont tournés actuellement sur le conflit qui fait rage au nord et au centre du pays, le sud du Mali observe aussi des niveaux de tension inquiétants qui se traduisent parfois par une flambée de violence. À ces développements s'ajoutent une gouvernance faible, la corruption et l'extorsion, des inégalités verticales et horizontales, les rapports de force entre les sexes, l'exclusion sociale et la marginalisation, la pauvreté endémique, l'insécurité alimentaire, les violations des droits humains, des services de base inadaptés et le sous-développement. Ces réalités ont aggravé les tensions déjà existantes entre les communautés et en leur sein, entre les générations et entre les citoyens et l'État. Elles ont mené à une normalisation de la violence, à l'augmentation de la criminalité et de l'insécurité, ce qui a eu des répercussions différentes suivant l'âge, le sexe, le handicap, l'origine ethnique et la situation socio-économique.

En même temps, le climat du Mali change. On observe déjà une augmentation des températures, une importante variabilité des précipitations à l'échelle interannuelle et décennale, ainsi que des événements météorologiques graves comme des sécheresses et des inondations. Les populations se sont adaptées à cette variabilité en recourant à l'émigration, à la diversification de leurs moyens de subsistance ou au commerce illicite. Cependant, la résilience est inégale. Les personnes marginalisées sur le plan politique et économique, notamment les femmes et les filles, ont plus de difficultés à s'adapter, à se préparer aux chocs environnementaux et climatiques et à s'en remettre. De plus, la résilience existante est compromise par les effets des politiques gouvernementales injustes qui ne tiennent pas compte des conflits, érodent la cohésion sociale et aggravent ainsi les conflits, l'insécurité et la violence. Les projections climatiques annoncent même une hausse des températures et de la variabilité des précipitations à l'avenir, avec des conséquences graves sur la pauvreté et l'inégalité, la précarité des moyens de subsistance, la détérioration de l'environnement, la biodiversité, l'insécurité alimentaire et la santé.

Ce dossier souligne les rapports suivants entre changement climatique et sécurité au Mali, ainsi que leurs répercussions pour la paix et la stabilité :

- l'opportunisme et la surexploitation des ressources naturelles ont des conséquences négatives sur l'environnement et les dynamiques des conflits ;
- les mesures de gestion des ressources et de protection de l'environnement qui négligent les aspects conflictuels peuvent exacerber les griefs envers l'État et les tensions entre communautés ;
- l'émigration est à la fois stratégie de résilience et source de tensions ;
- les conflits autour des ressources naturelles risquent d'augmenter ;
- le changement climatique et les conflits mettent en péril les moyens de subsistance et la cohésion sociale.

Ce dossier présente également les premières mesures pour lutter contre ces risques pour la sécurité climatique :

- la réalisation d'une évaluation intégrée de la sécurité climatique permettant de comprendre les dynamiques du changement climatique et des conflits dans tout le pays et leurs variations régionales ;
- le développement de l'ouverture, de la responsabilisation et de la réactivité des institutions gouvernementales, y compris des forces armées et de sécurité, en particulier au nord et au centre du Mali ;
- la réduction des inégalités notamment sexospécifiques dans les populations vulnérables au changement climatique pour assurer l'équité et atténuer le risque de conflit ;
- le développement de la résilience en matière de sécurité climatique dans le sud du Mali afin de réduire la propagation de la violence ;
- une meilleure intégration de la sécurité climatique dans le mandat de l'ONU au Mali pour plus d'efficacité.

## CONTEXTE DU CONFLIT

Malgré un passé de paix et de stabilité relatives, le Mali vit depuis plus de huit ans un conflit violent, laissant 4,3 millions de personnes sur les 8,2 millions concernées dans le besoin d'assistance humanitaire. La situation humanitaire, également au niveau du nombre de déplacés internes, se détériore depuis 2018. Elle est même maintenant plus grave encore qu'au plus fort du conflit au nord du Mali en 2012. Au 31 décembre 2019, 208 000 personnes restaient déplacées à l'intérieur du pays à cause du conflit et de la violence. Les dynamiques de conflit sont complexes et localisées. Leurs causes profondes et la façon dont elles se manifestent diffèrent d'ailleurs entre communautés voisines. Il existe également plusieurs zones sur lesquelles on sait peu de choses.

### Un passé violent au Mali

Au nord, dans un contexte de résistance touareg de longue date, d'abord contre les colonisateurs français puis contre l'État malien, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) a lancé une insurrection en janvier 2012 pour l'indépendance de l'Azawad, un territoire couvrant les régions de Gao, Kidal et Tombouctou. Ces événements se sont produits au cœur d'une sécheresse grave qui a détérioré les moyens de subsistance et mis en lumière la marginalisation politique et économique du nord du pays. L'influence du MNLA et sa capacité à renforcer son emprise territoriale se sont affirmées suite à la prolifération d'armes et au retour de combattants de Libye après la guerre civile. La présence djihadiste dans la région et sous forme de groupes comme Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ont aggravé l'instabilité. La présence djihadiste provenait de la guerre civile algérienne des années 1990.

Les groupes d'opposition armés (GOA) ont repoussé l'armée malienne à Bamako où des soldats désabusés ont lancé un coup d'état. Suite aux manifestations populaires, aux condamnations ou aux sanctions internationales, et à la suspension des aides, les leaders du coup d'état ont accepté une transition du pouvoir et des élections. Entre-temps, le MNLA et les groupes djihadistes auxquels il s'était allié ont conquis presque tout le nord du pays et proclamé l'indépendance de l'Azawad.

Le MNLA a ensuite perdu les territoires conquis au profit de ses anciens alliés par manque de ressources et à cause de son impopularité grandissante, ayant suscité le ressentiment par ses pillages et ses spoliations. De plus, il était perçu comme ne représentant que les intérêts touaregs et non ceux de toutes les communautés vivant dans la région. Ansar Dine, AQMI et MUJAO ont pris le contrôle de grandes parties du nord. Leur déplacement vers le sud, en direction de Bamako, accompagné de l'imposition des règles de la charia, a influencé l'opinion des gouvernements étrangers et abouti à l'intervention française de l'Opération Serval à la demande du gouvernement intérimaire. Les troupes maliennes et françaises ont repris les plus grandes villes du nord en janvier 2013, et les combats se sont intensifiés. Les groupes armés, les forces de sécurité et les milices mandatées par le gouvernement ont commis de graves violations des droits humains en recourant notamment à des actes d'intimidation, à des disparitions forcées ou à des préjudices directs et indirects. Les soldats des GOA ont kidnappé, soumis à des violences sexuelles ou à des mariages forcés de nombreuses femmes et filles. Le conflit a également amplifié la criminalité armée et les tensions entre les communautés.

En avril 2013, le Conseil de sécurité a créé la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) afin de soutenir les processus politiques et de stabilisation ainsi que la protection des civils. Cependant, face aux attaques des GOA et concentrant surtout ses moyens sur la protection de son personnel, de ses camps et de ses convois, la MINUSMA peine à protéger les civils. Beaucoup d'entre eux la perçoivent d'ailleurs comme appartenant à la communauté internationale en perte de crédibilité. On la considère comme proche d'un gouvernement dont les responsables présentent une conduite abusive qui

les discrédite aux yeux de la population et qui est incapable de mettre fin aux attaques contre les civils et à l'escalade de violence.

Entre-temps, le conflit au nord a entraîné l'augmentation du banditisme, du vol de bétail et de la disponibilité d'armes au centre du Mali. Après 2013, les GOA djihadistes se sont regroupés et ont reformé de nouveaux groupes. L'insécurité s'est propagée dans le centre du Mali et aux alentours dès le début 2015. Au centre du Mali, divers GOA fusionnent et concentrent leur recrutement auprès des communautés peules, jouant sur leurs griefs et leurs sentiments d'exclusion, attisant les tensions intercommunautaires. Ces dynamiques se superposent sur les histoires locales de contestation. Malgré la coexistence et le chevauchement des moyens de subsistance suivant les saisons, de même que leur présence dans toutes les communautés, il est courant d'entendre que les Peuls et les Touaregs sont éleveurs, les Dogons et les Bambaras agriculteurs, les Bozos et les Somonos dans la pêche et le transport fluvial. Les conflits liés aux ressources naturelles au sein de ces groupes et entre eux ne sont pas nouveaux et sont généralement résolus pacifiquement, sauf incidents sporadiques violents.

Cependant, les tensions augmentent et se manifestent avec violence. Les relations sociales entre Peuls se sont détériorées. Les groupes marginalisés, surtout nomades ou semi-nomades, qui recourent aux armes pour leur autodéfense, remettent en cause les structures hiérarchiques et aristocratiques. Ces structures sont perçues comme politisées et liées à un État qui abuse de son pouvoir et se comporte de manière opportuniste. En outre, un conflit saisonnier concernant l'accès aux ressources naturelles divise les éleveurs peuls nomades et sédentarisés pendant la saison des pluies dans la région occidentale, près de la frontière mauritanienne. Ces dynamiques s'expliquent en partie par la situation de crise entre les générations – les plus âgés cumulant l'autorité et la richesse auxquelles la jeunesse ne peut accéder dans un contexte de société très inégale. Quelques-uns possèdent un grand nombre de têtes de bétail, tandis que les Peuls les plus démunis n'en possèdent aucune et gardent les troupeaux des autres.

Outre le conflit entre Peuls, de fortes tensions existent entre différentes communautés pastorales ainsi qu'entre éleveurs et agriculteurs. L'impunité accordée aux GOA touaregs lors des négociations de paix qui ont exclu les GOA liés au djihadisme ont attisé le sentiment d'abandon et d'injustice ainsi que le besoin de protection ressentis par les Peuls, surtout dans les territoires où les éleveurs peuls et touaregs rivalisent pour accéder aux ressources naturelles. En d'autres endroits, l'expansion de l'agriculture sur les pâturages, l'intrusion du bétail dans les champs et les politiques gouvernementales privilégiant les moyens de subsistance agricoles au détriment de ceux liés à l'élevage ont entraîné davantage de confrontations entre agriculteurs et éleveurs.

Ces dynamiques ont embrasé les tensions intercommunautaires et mené à la formation de milices communautaires. Les Peuls déclarent que les milices des Dogons et des Bambaras leur ont interdit l'accès aux marchés, tandis que les Dogons disent que des hommes peuls armés les empêchent de travailler sur leurs champs. La violence commise par les milices communautaires et les forces gouvernementales, qui ont tendance à associer les Peuls aux GOA djihadistes, a poussé encore plus de Peuls à rejoindre des milices communautaires et des GOA djihadistes qui exacerbent ces dynamiques ainsi que les clivages entre communautés rivales.

Le sud du Mali, région la plus peuplée et grenier à blé du pays, est relativement stable, mais l'insécurité existante risque de s'aggraver. Les événements au nord et au centre montrent comment les griefs et les tensions peuvent s'implanter et mener à la violence. La région de Sikasso subit déjà un conflit territorial causé par une spéculation foncière intense et l'accaparement des terres, ce qui fait naître des griefs envers la prédation économique de l'élite parmi les populations marginalisées. Il y a une dissonance entre les normes coutumières locales et celles formelles de l'État, les pratiques politiques corrompues et l'absence de règles d'utilisation communes, voire le mépris envers elles. Les institutions décisionnelles locales et la coutume, qui confie le contrôle des terres familiales aux mains des aînés masculins, vont souvent à l'encontre des groupes structurellement exclus, notamment les femmes, les

jeunes et les populations immigrées. Les agriculteurs sont également en désaccord sur les délimitations de villages ; et des litiges surgissent entre agriculteurs et éleveurs lorsque ces derniers déplacent leur bétail vers le nord au moment où les agriculteurs font leurs semences.

Ces conflits conduisent aux vols, à la violence et entraînent des pertes civiles. En conséquence, les jeunes hommes veillent à défendre les communautés en formant des groupes d'autodéfense. De nombreux facteurs sous-jacents à la vaste violence qui sévit dans d'autres parties du pays sont présents dans le sud du Mali. Si l'aliénation des communautés vis-à-vis de l'État persiste et s'aggrave, les personnes s'isolent au sein de leurs communautés identitaires. Les groupes d'autodéfense mobilisent d'ailleurs de façon proactive. Il y a donc un risque d'escalade de la violence qui pourrait devenir endémique.

## Faiblesse de la gouvernance et violations des droits humains

La faiblesse de la gouvernance, la défiance et la discrimination au niveau régional, ethnique, racial, de même que l'exclusion, les abus, l'opportunisme des autorités gouvernementales et les forces de sécurité ont entraîné la rupture des relations entre l'État et les citoyens et la perte de la confiance. Ce qui a, en retour, été un facteur de normalisation de la violence. De nombreux civils ne font confiance ni aux autorités locales et centrales ni aux leaders locaux pour garantir la sécurité, gérer les conflits, assurer la justice, faire respecter l'État de droit et lutter contre la pauvreté et le manque de moyens de subsistance. De plus, des approches excessivement militarisées ont causé de forts préjudices à la population civile. Des organisations des droits humains ont fait état de harcèlements, d'arrestations arbitraires, d'extorsion, de disparitions forcées, de violences sexuelles, de tortures et d'exécutions sommaires au cours d'opérations antiterroristes. L'impunité envers ces violations des droits humains reste répandue, car les mécanismes permettant de les examiner et de les sanctionner sont inefficaces.

Il n'est pas surprenant que les relations entre civils et militaires se sont détériorées. Au Mali et au Burkina Faso voisin, 75 pour cent des villages examinés dans le cadre d'une étude en 2018 ont évalué les forces de sécurité et de défense parmi les entités menaçant la paix et la sécurité des communautés. 62 pour cent ont exprimé le désir de former des milices d'autodéfense pour se protéger contre toutes formes d'abus. 50 pour cent ont déclaré que les groupes extrémistes les aident à se protéger des abus commis par les forces de sécurité. En revanche, l'armée nigérienne, plus diversifiée au point de vue ethnique, est mieux perçue par les civils, et le gouvernement recourt davantage à la médiation (au lieu d'une approche autoritaire). Parallèlement, le régime mauritanien est opaque mais semble maintenir une armée forte, un contrôle strict des frontières et une faible tolérance pour les organisations islamistes. Si la situation est maîtrisée à présent, des observateurs l'ont qualifiée de bombe à retardement. Au Mali, cette dynamique a alimenté la violence. Les abus et violations commis par l'État, perçus ou réels, sont le facteur déterminant dans la décision des jeunes à rejoindre les GOA djihadistes.

## Dynamiques entretenues par les sexospécificités et le conflit

Les relations entre les hommes et les femmes varient selon les communautés et les régions. Par exemple, les systèmes hiérarchiques chez les peuples nomades et les formes nordiques de l'Islam accordent aux femmes une certaine liberté. Elles participent activement à l'effort de paix comparées à leurs homologues au centre du Mali. Au sud également, surtout dans les zones urbaines, les femmes ont une plus grande influence sur les décisions concernant la sécurité et les relations gouvernementales.

Les normes et les relations sexospécifiques ont des répercussions sur la façon dont les filles, les femmes, les garçons et les hommes vivent le conflit et la violence. Les hommes et les adolescents sont perçus avec plus de méfiance par toutes les parties du conflit, visés durant les opérations et recrutés par les GOA et les milices communautaires. Ils sont exposés aux arrestations arbitraires, aux détentions prolongées sans jugement et aux exécutions sommaires surtout s'ils sont originaires de groupes ethniques considérés comme ayant rallié « l'ennemi ». Quant aux femmes et aux filles, elles sont susceptibles de subir des violences physiques, d'être déplacées et de voir leurs moyens de subsistance et leur accès aux services bouleversés. Elles sont confrontées à une plus grande précarité à cause des barrières à leur mobilité, à leur travail et leurs revenus, à cause de l'imposition de normes comportementales restrictives, des mariages forcés et des risques de violences sexuelles.

Les sexospécificités influencent également l'engagement dans les GOA. Les femmes du nord du pays ont plus participé au combat et au niveau opérationnel du MNLA que leurs homologues dans les GOA djihadistes. Si l'engagement dans les combats directs semble réservé aux hommes, les femmes jouent des rôles essentiels dans la collecte de renseignements, servent d'informatrices, se chargent de l'approvisionnement, contribuant aux services économiques et encourageant les membres de la famille à les rejoindre. Les femmes ont une forte influence sur les combattants (potentiels) : les femmes plus âgées mobilisant les communautés pour soutenir des causes, soit encourageant les hommes à remplir leur rôle masculin en prenant les armes pour venger des torts, soit les dissuadant de commettre des actes de violence. L'intérêt des femmes pour les GOA s'explique par les dynamiques d'exclusion sociale comme les vivent les hommes, outre leur désir d'éducation qui leur est souvent refusé. Les GOA leur offrent protection, avantages et opportunités. La décision par les hommes ou les femmes de rejoindre ou quitter un GOA est influencée en premier lieu par le ou la partenaire, l'époux ou l'épouse suivis de la mère.

Toutefois, les normes sociales, coutumières et religieuses patriarcales empêchent les femmes de participer à la gestion du conflit et à l'effort de paix. Les mesures prises pour améliorer cette situation n'ont pas amené de changement en profondeur. Mais beaucoup de femmes des communautés touchées par le conflit souhaitent être plus engagées dans les décisions malgré les obstacles et la résistance. Par exemple, les femmes de Gao au nord du Mali ont agi comme régulatrices dans les négociations de cessez-le-feu, ont convaincu les groupes de se désarmer, organisé des groupes d'observation civils et atténué les tensions intra- et inter-ethniques. La participation des femmes dans la prise de décision au niveau local diffère aussi entre communautés. Elle dépend souvent des structures dominantes locales, certaines étant plus inclusives que d'autres.

En même temps, les normes de masculinité contribuent au conflit et à la violence. La socialisation des hommes les prépare à se considérer comme protecteurs de la famille et de la communauté, ainsi que des femmes et des filles qui sont systématiquement sujettes à la violence due au conflit. Les jeunes hommes peuvent se sentir obligés de rejoindre les GOA et les milices communautaires pour protéger les communautés et chercher à gagner en réputation et en autorité, qui leur sont souvent refusées par la hiérarchie sociale. Les combattants sont souvent perçus comme étant plus masculins, plus virils, capables d'approvisionner, de défendre et de protéger la communauté. Ainsi, les hommes engagés dans le combat gagnent non seulement le respect de la communauté mais trouvent aussi plus facilement une épouse.



## Exclusion sociale et diminution de la cohésion sociale

De nombreuses régions du Mali sont confrontées à l'érosion de la cohésion sociale intra- et intercommunautaire, résultant en partie de l'exclusion sociale. Les cadets sociaux<sup>1</sup> sont soumis à une discrimination structurelle. Le transfert de pouvoir héréditaire dans un petit nombre de familles engagées dans des réseaux clientélistes entrave les ambitions et les projets de la majorité, aggrave la polarisation et les tensions intergénérationnelles.

De ce fait, les GOA djihadistes, qui prêchent le redressement des injustices et garantissent l'accès équitable aux territoires, sont perçus comme des voies vers la transformation sociale.<sup>2</sup> Surtout pour les hommes jeunes, frustrés par les hiérarchies rigides, le népotisme et la discrimination structurelle, ces groupes représentent une possibilité de gagner en reconnaissance et d'accéder aux normes de masculinité autrement inaccessibles.

## Facteurs économiques et rôle du commerce informel et illicite

La précarité des moyens de subsistance et le chômage touchent un grand nombre de personnes au Mali. Il y a un risque associé de marginalisation sociale surtout pour les jeunes hommes incapables de se marier et d'être reconnus comme adultes. Si le désir de gain financier ne semble pas être la raison majeure poussant à rejoindre les GOA ou les milices communautaires (Raineri 2018), les revendications économiques peuvent attiser la rancune, notamment au niveau des dynamiques de la gouvernance, des sexospécificités et de l'exclusion sociale.

Le trafic de drogues et les enlèvements sont perçus comme des éléments majeurs à l'origine de l'instabilité ayant mené aux événements de 2012.<sup>3</sup> Reliant l'Afrique de l'Ouest à la Méditerranée et au Moyen-Orient, la voie commerciale et de pèlerinage historique du nord du Mali est devenue un vecteur de commerce informel et/ou illicite à partir des années 1970. Les sécheresses de 1972 - 74 et de 1982 - 85 ont tué plus de 200 000 personnes au Sahel et entraîné des déplacements et migrations inédits, aussi en dehors du pays. Elles ont également nuit aux moyens de subsistance, en particulier ceux des éleveurs nomades, forcés de rejoindre l'économie informelle des centres urbains, et modifié l'équilibre traditionnel et réciproque entre agriculteurs et éleveurs (Briscoe 2014). Alors que des sécheresses et des événements pluvieux extrêmes sont attendus dans la région, des stratégies et des mécanismes pour y faire face ont été altérés à cause des politiques gouvernementales, comme le montre la partie ci-dessous. Dans ce contexte, le commerce informel constituait un moyen de résilience et de meilleures opportunités de subsistance.

Dans les années 1990, l'augmentation des vols et du banditisme a donné naissance aux milices d'autodéfense ethniques et sapé la cohésion sociale intra- et inter-communautaire. Les embargos imposés sur l'Algérie et la Libye dans les années 1990 ont largement contribué à l'économie frauduleuse. L'État malien a aggravé les rivalités entre les acteurs faisant partie de réseaux identitaires ethniques en récompensant les favoris par des revenus illicites. Dans ce contexte, des communautés ont été attirées vers les groupes djihadistes et sensibles à l'influence de l'Algérie et de la Libye proches.

---

1 Celles et ceux dont les caractéristiques sociales telles que l'âge, la communauté et/ou le sexe limitent la mobilité, bloquent l'accès aux réseaux économiques et les excluent des positions de pouvoir.

2 Selon les analystes du conflit interviewés pour ce dossier qui se concentrent sur les dynamiques du centre du Mali.

3 Cette partie se base sur les informations fournies par un analyste du conflit expert en trafic, criminalité et commerce informel ou illicite lors d'un entretien mené pour rédiger ce dossier.

Depuis 2012, ce commerce s'amplifie. Le Mali est devenu une des routes principales pour transporter la cocaïne de l'Amérique latine à l'Europe et au Moyen-Orient. Cela concerne aussi d'autres drogues comme le cannabis, le tramadol, le diazépam et d'autres substances psychotropes. La hausse de l'insécurité a engendré une demande de protection réalisée grâce aux armes disponibles en plus grand nombre, y compris celles provenant de conflits dans les pays voisins : Liberia, Sierra Leone, Niger, Côte d'Ivoire et Libye, à moindre coût (Assanvo et al. 2019). L'appropriation de mines d'or dans des zones où l'État est faible ou absent fournit aux GOA des sources de financement et des terrains de recrutement nouveaux.

Les réseaux se sont fortement militarisés à cause des flux d'armes régionaux. Des profits importants ont mené à une forte concurrence sur le contrôle des routes, ce qui a entraîné des tensions politiques et inter-communautaires. La fraude n'est pas seulement un moyen pour les GOA de se financer, les trafiquants principaux maintenant leurs relations avec à la fois les autorités maliennes et les groupes armés, c'est aussi une source de conflit en soi (ICG 2018). Elle offre la perspective d'importants gains financiers, d'emploi, de mobilité et de protection sociales en particulier pour les jeunes gens et les clans hiérarchiquement subalternes (International Alert 2016). Les personnes s'engagent dans la contrebande, pas nécessairement par désespoir pour échapper à la désertification et au manque de ressources, mais parce que ces réseaux procurent des moyens de subsistance plus profitables que les alternatives disponibles.<sup>4</sup> On dit que les acteurs du gouvernement bénéficient des trafics et ont donc un intérêt à ce qu'ils continuent (d'après quelques analystes du conflit interviewés pour ce dossier).

<sup>4</sup> Pour des témoignages du Niger voisin, consulter : McCullough, Aoife; Leigh Mayhew et Sarah Opitz-Stapleton avec Agali Abouka et Djibrilla Mohamed Botto 2019 : *When Rising Temperatures Don't Lead to Rising Tempers : Climate and Insecurity in Niger*. BRACED Working Paper. ODI, London. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12946>



## Radicalisation et fondamentalisme religieux

Ces vingt dernières années, le Sahel a observé une augmentation du discours religieux radical et fondamentaliste en particulier dans les groupes marginalisés tels que les jeunes, ceux qui ne possèdent pas de terres, les étudiants religieux, et ceux perçus comme auparavant asservis. Cela est dû en particulier au déclin de l'offre de l'éducation formelle : les enseignants sont mal rémunérés, peu formés et motivés, et la plupart des écoles ne répondent pas aux besoins des enfants des communautés pastorales pratiquant la transhumance. L'éducation religieuse informelle comble ce manque pour répondre aux besoins d'éducation des communautés.

Le discours islamiste gagne en légitimité pour contester les pouvoirs publics ainsi que les autorités religieuses locales et traditionnelles qui ne parviennent pas à fournir une gouvernance juste et efficace. Sa remise en cause des hiérarchies intergénérationnelles, également vecteurs d'exclusion sociale, et la corruption de l'État malien ont amplifié sa portée dans différentes parties de la société. Toutefois, beaucoup d'acteurs radicaux et fondamentalistes ne sont pas violents, de même que beaucoup d'acteurs violents ne sont ni radicaux ni fondamentalistes ; le lien entre l'idéologie et le ralliement à des groupes djihadistes violents n'est pas clair. Cependant, la politique et les propos du gouvernement placent les GOA djihadistes et certains groupes de milices communautaires dans la rubrique « terrorisme », ce qui complique les efforts potentiels de médiation et de négociation, en particulier car la majeure partie de la violence actuelle au Mali n'est vraisemblablement pas commise par des GOA djihadistes (d'après un des analystes du conflit interviewé pour ce dossier).



## Une crise en matière de protection<sup>5</sup>

Comme décrit précédemment, les préjudices causés aux civils et les violations des droits humains ont été commis par toutes les parties du conflit. Les civils sont déçus par le manque de protection et de réparation de la part des acteurs armés. Les dommages causés aux civils au centre du Mali augmentent, causés en particulier par la violence intercommunautaire, les enlèvements et les assassinats commis par les GOA djihadistes ainsi que les confrontations intracommunautaires. Plusieurs massacres intercommunautaires dans le cadre d'attaques planifiées et coordonnées ont eu lieu en 2019. Même si le Mali a signé la « Déclaration sur la sécurité dans les écoles » en février 2018, les attaques contre les écoles, les menaces envers les enseignants et les fermetures d'écoles se poursuivent. Si des enfants vivent dans une communauté contrôlée par un GOA, il est fort probable qu'ils participent à ses activités, cette contribution permettant aux enfants de prendre part aux besoins financiers de leur famille, de protéger leur communauté et de gagner en réputation et en respect (Bleck, Boisvert et Sangaré 2018).

Les violences contre les femmes sont élevées ; 41% d'entre elles ont déclaré avoir été victimes de violences physiques et 35% des hommes déclarant avoir fait usage de violences physiques contre une partenaire au cours de leur vie (Slegh et al. 2013). Les jeunes femmes et les filles sont victimes d'exploitation sexuelle et forcées au travail dans les mines (USAID 2015). Des éléments montrent que le harcèlement et la violence conjugale augmentent et que la violence domestique s'accroît lorsque les femmes partent vivre avec des parents éloignés ; et que la violence domestique s'est accrue lorsque la position des groupes au nord du Mali a commencé à être ébranlée (Gorman and Chauzal 2019). Les pratiques de mutilations génitales féminines et de mariages précoces étaient courantes avant la crise et se poursuivent dans le cadre de l'influence grandissante des interprétations plus fondamentalistes de l'Islam. L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) procède à des enlèvements de femmes pour forcer les communautés du désert à les soutenir. Les violences sexuelles dans les lieux publics, lorsqu'elles vont chercher de l'eau ou du bois, font la lessive, cultivent, vont au marché ou sont dans les transports publics, augmentent la peur des femmes et limitent leur liberté de mouvement. La violence contre les femmes et l'exploitation sexuelle sont très peu dénoncées et les services à cet égard limités. Des pressions sociales et familiales découragent les survivantes de dénoncer les coupables, entre autres membres de GOA, bandits armés, agents de sécurité et membres de la famille, par peur de nuire aux projets maritaux et d'aggraver les relations intercommunautaires (Gorman et Chauzal 2019).

Il y a beaucoup de lacunes en matière de connaissance sur la protection, également en ce qui concerne les personnes souffrant d'un handicap. La présence sporadique des quelques acteurs responsables de la protection n'est pas assez soutenue dans les zones rurales pour fournir des services adaptés ou un travail préventif.

---

<sup>5</sup> Comme pour les rapports cités, cette partie s'appuie sur une analyse interne partagée par un spécialiste en matière de protection.

## CONTEXTE CLIMATIQUE

Le Mali présente des climats très divers : désert saharien aride au nord, Sahel semi-aride, delta du Niger touché par les inondations saisonnières et savanes humides au sud. La saison des pluies dure trois mois au nord (juillet-septembre) et six mois au sud (juin-octobre). Tandis que le nord du Mali observe la plus forte variation de température, la moyenne des précipitations augmente en direction du sud. La région sahélienne connaît une importante variabilité climatique depuis des siècles, les bords du Sahara se déplaçant vers le nord et le sud selon les fluctuations. Il n'existe pas de données climatiques récentes et spécifiques pour les différentes régions du Mali, ce qui constitue une vraie lacune ; beaucoup des données disponibles considèrent l'ensemble du Sahel. Étant donné cette variabilité dans le pays, des données climatiques pour les différentes zones seraient très utiles.

Les sécheresses, inondations, tempêtes, feux de brousse récurrents et la variabilité climatique ont affecté les moyens de subsistance, en particulier au nord du Mali. Un cycle de mauvaises années suivi par des bonnes permet aux familles de se préparer et de s'en remettre. Les populations se sont aussi adaptées à la variabilité en diversifiant leurs moyens de subsistance et en recourant à diverses stratégies comme le commerce illicite et l'émigration. Mais cette résilience est compromise.

Les températures du continent africain ont augmenté de 0,5°C ces derniers 50 à 100 ans (GIEC 2014). Au Mali,<sup>6</sup> les températures moyennes annuelles ont augmenté de 1,2°C entre 1960 et 2015 (USAID 2019). Les projections futures, fortement dépendantes du comportement humain, montrent que les températures de la région augmenteront plus rapidement que la moyenne globale (GIEC 2014). Les hausses prévues s'inscrivent dans une fourchette de 1,2°C à 3,6°C d'ici 2060, avec de plus fortes augmentations à Kayes au sud-ouest, à Mopti au centre et à Gao au nord, et des vagues de chaleur plus longues et des périodes froides plus courtes (USAID 2018).

L'importante variabilité des précipitations à l'échelle interannuelle et décennale signifie que le Mali connaît des sécheresses et des inondations régulières, parfois au cours d'une même année. Les inondations intenses liées aux fortes précipitations durant la saison des pluies entraînent des pertes de vies humaines, de bétail et de moyens de subsistance, des destructions de bâtiments et infrastructures et l'érosion des sols (USAID 2012). En même temps, les périodes moins pluvieuses et la sécheresse réduisent les taux de réalimentation des eaux souterraines et augmentent l'utilisation des nappes phréatiques du fait de la diminution de la disponibilité en eaux de surface (USAID 2019). Depuis les sécheresses des années 1970 et 1980, le Mali est considéré comme écologiquement fragile et très appauvri (ICG 2020), compte tenu en particulier des raisons socio-économiques, de la gouvernance et des conflits. Les périodes de précipitations réduites, le manque d'eau et les sécheresses ont également entraîné la dégradation des arbres, des plantes et des sols, altéré les zones forestières et réduit la biodiversité. En même temps, des conditions humides et la végétalisation ont été observées au Sahel ces trois dernières décennies et, bien que les terres cultivées et les zones habitées aient augmenté, le climat est le principal facteur à l'origine de cette vaste végétalisation (GIEC 2019).

Cette variabilité a une influence négative sur les moyens de subsistance et la capacité des personnes à planifier les cultures, l'élevage et la pêche, tout en nuisant à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Selon le GIEC, la désertification et le changement climatique ont une influence négative sur l'alimentation animale et les espèces pâturées, réduisant la productivité de l'élevage et aggravant la prévalence de maladies au sein du cheptel (GIEC

---

<sup>6</sup> Des données climatiques fiables sur le Mali manquent, mais des informations sont disponibles dans USAID, 'Climate Risks in Food for Peace Geographies. Mali,' (USAID 2019); USAID, 'Climate Risk Profile : Mali,' (USAID 2018); et USAID, 'Climate Change Adaptation in Mali : Fact Sheet,' (USAID 2012). Cependant, ces documents présentent des limites car ils ne contiennent ni sources ni explications concernant la méthodologie utilisée.

2019). Cela prédispose les éleveurs à une pauvreté accrue étant donné en particulier les politiques gouvernementales qui entravent l'utilisation optimale des pâturages et imposent la sédentarisation et l'empiètement des terres agricoles sur les pâturages. Ces facteurs réduisent la résilience et la capacité d'adaptation aux conditions météorologiques extrêmes et variables.

Les conséquences du changement climatique prévu au niveau des précipitations ne sont pas claires. Les modèles montrent que le volume total des précipitations au Sahel reste largement le même, mais il est prévu que la variabilité interannuelle augmente considérablement, entraînant des sécheresses et des épisodes pluvieux intenses plus fréquents (GIEC 2014). La situation au Mali n'est pas claire, et les projections ne s'accordent pas sur l'augmentation ou la diminution des précipitations d'ici 2050. On prévoit l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses, des épisodes de précipitations et des inondations. Les précipitations risquent d'être moins régulières, on prévoit un début de saison des pluies plus sec et une fin de saison plus humide (USAID 2019). De plus, des températures plus élevées se traduiraient par une hausse de l'évapotranspiration, entraînant la réduction du volume d'eau total disponible dans la région. La poursuite des effets du changement climatique aura des incidences sur des bassins hydrographiques déjà soumis à des contraintes hydriques. En effet, d'autres facteurs liés à la hausse de la demande en eau tels que la croissance de la population, l'urbanisation et l'extension de la production agricole aggraveront les répercussions négatives du climat (GIEC 2014).

## Projections climatiques : Mali



Hausse des températures  
de 1,2°C à 3,6°C d'ici 2060



Augmentation de la fréquence et de l'intensité  
des sécheresses et d'autres événements  
météorologiques extrêmes



Augmentation de la  
variabilité pluvieuse

### Principaux impacts climatiques

#### Agriculture

- Réduction du rendement des cultures pluviales
- Routes de transhumance plus longues et plus distantes
- Augmentation de la mortalité du bétail



#### Eau

- Diminution de l'arrivée d'eau et de l'étendue de la crue du Delta intérieur du Niger
- Hausse de la variabilité quantitative et qualitative des sources d'eau



#### Écosystèmes

- Modification des types de crues du Delta intérieur du Niger, déplacement des zones de végétation



#### Santé humaine

- Augmentation du risque de maladies diarrhéiques
- Augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition



Dans le **désert du Sahara** situé dans les **territoires nord du Mali**, la saison sèche peut durer plus de neuf mois. **Si on se déplace vers le sud**, le climat fait une transition et devient **semi-aride** dans la région du Sahel - interrompue par la plaine alluviale saisonnièrement inondée du **Delta intérieur du Niger** - puis passe à la **savane soudanienne** qui présente un climat **tropical humide et sec**.

Tandis que le nord du Mali observe la plus forte variation de température, la moyenne des précipitations augmente vers le sud.





## RISQUES POUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE

Le dernier rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a identifié le Sahel comme étant un point sensible ou « hot spot » du changement climatique, une région où la sécurité humaine, avec la sécurité alimentaire, sanitaire et économique, est particulièrement menacée par les projections du changement climatique (GIEC 2019). Les régions non-sahéliennes du Mali sont également sujettes à une hausse des températures, à la variabilité pluvieuse et à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des événements météorologiques extrêmes. Dans l'ensemble du pays, la variabilité climatique affecte déjà les moyens de subsistance dans un pays dépendant fortement du pastoralisme, de la pêche et de l'agriculture vivrière, avec de vastes répercussions sur ses systèmes sociaux et économiques.

En même temps, les conflits violents et les inégalités mettent la résilience à rude épreuve et aggravent la vulnérabilité au changement climatique. Ceux qui profitent de plus d'autorité et d'un meilleur accès aux ressources sont plus en mesure de réagir, de s'adapter et de se préparer aux futurs événements climatiques et à leur variabilité. Mais les inégalités au sein des ménages et des communautés, entre communautés et dans le pays signifient que les ressources sont distribuées de manière inégale. Les inégalités sexospécifiques en particulier entravent la résilience des femmes et des filles. L'inégalité croissante qui en résulte, elle-même, pourrait devenir source de revendications et de tensions. Il existe déjà une forte inégalité verticale et horizontale. Certains ont accumulé d'immenses richesses tandis que des millions souffrent de malnutrition structurelle. Celles et ceux qui autrefois associaient leur pauvreté aux catastrophes naturelles tournent peu à peu leur attention vers l'injustice sociale (Raineri 2018).

Mais le changement climatique n'est pas vecteur de violence en soi. Les risques pour la sécurité climatique au Mali sont aggravés par des facteurs socio-économiques comme la pauvreté, le développement économique faible, la dépendance d'une agriculture pluviale et la dégradation environnementale. À ces derniers s'ajoutent les rapports de force inégaux entre hommes et femmes, les inégalités intra- et intercommunautaires, la cohésion sociale réduite, un passé marqué par la violence, une gouvernance faible et inefficace, ainsi qu'une gestion inéquitable des conflits et des ressources naturelles. Le changement climatique ne peut être soustrait à la responsabilité liée à ces facteurs pour justifier une sécurisation accrue face aux défis climatiques ou pour criminaliser une génération de jeunes gens perçus comme plus vulnérables à la criminalité, à la violence et au recrutement des GOA à cause des répercussions du changement climatique sur leurs moyens de subsistance. Le cas du Service forestier présenté ci-dessous montre les conséquences négatives entraînées par la sécurisation de l'action environnementale.

## L'opportunisme et la surexploitation des ressources naturelles ont des conséquences négatives sur l'environnement et les dynamiques des conflits

L'opportunisme et la corruption en partie présentes dans la politique écologique malienne ont des effets négatifs sur les moyens de subsistance, la dégradation environnementale et le conflit. Le népotisme et la corruption ont altéré les institutions gouvernementales. En même temps, la légitimité et l'influence des leaders locaux et des mécanismes de justice se sont émoussés, ce qui s'explique par l'inefficacité et la corruption de l'État, ainsi que par la distribution inégale de pouvoir entre générations.<sup>7</sup> La participation de l'État et des institutions décisionnelles locales au commerce illégal, à la corruption et à l'enrichissement personnel ainsi que le détournement des ressources financières, comme l'aide internationale au développement, alimentent les frustrations. On observe l'augmentation de ce comportement depuis le début des années 1990. Des conflits sur l'utilisation des terres ne sont pas résolus et jugés lorsque les fonctionnaires locaux et les juges reçoivent des paiements des parties en conflit pour soutenir leurs revendications. Cette corruption ne signifie pas seulement que ces fonctionnaires ont à gagner à la continuation du conflit et agissent dans cette optique, mais que cela a aussi des conséquences graves pour les moyens de subsistance des cultivateurs, éleveurs et pêcheurs ainsi que de nombreuses communautés défavorisées (Benjaminsen et Ba 2009).

Traditionnellement, les dioros, leaders peuls locaux, imposent des droits d'accès aux zones de pâturages. Le paiement de ces droits était une reconnaissance de l'autorité des dioros et perçue comme la possibilité de surveiller ces zones pour empêcher toute appropriation illicite. Cependant, les paiements exigés sont devenus plus importants et dépassent largement la somme symbolique demandée autrefois (Ursu 2018). Cette attitude opportuniste a incité de nombreux éleveurs à entrer dans ces zones sans payer, pratique que les chefs s'assurent de faire sanctionner par la gendarmerie. Les dioros sont non seulement accusés de complicité avec les autorités gouvernementales locales, mais être présenté aux institutions judiciaires de cette façon est aussi une humiliation aux yeux des pasteurs nomades peuls et des communautés des zones rurales (Ursu 2018). Ces leaders sont également accusés de connivence avec les autorités gouvernementales pour extorquer de l'argent, accaparer des terres et abuser de leur pouvoir. Ces développements aggravent la dégradation de l'environnement du fait de la gestion inadaptée des ressources naturelles.

La promesse des GOA djihadistes d'échapper à l'impunité et à la corruption des leaders locaux et des autorités gouvernementales est séduisante. Depuis le retrait des institutions gouvernementales au centre du Mali, l'autorité des dioros s'est amoindrie et les tensions liées ont diminué. Les GOA djihadistes règlent les litiges, appliquent les jugements, punissent ceux qui sont déclarés coupables et compensent les victimes, se basant sur le passé pré-colonial local d'une gouvernance islamique. Dans certains endroits, les GOA djihadistes ont forcé les dioros à réduire considérablement les droits d'accès au pâturages. Ils ont protégé le bétail et veillé au respect des règles de transhumance. Certaines communautés considèrent leur justice comme étant plus libre, honnête, rapide et efficace, en particulier celles et ceux qui bénéficient de ces décisions, même si la cruauté, l'intimidation et des exécutions sommaires y sont associées (Raineri 2018).

Mais un profond mécontentement est ressenti vis-à-vis de leurs actions anti-démocratiques, surtout lorsque ces groupes recourent à la terreur pour manœuvrer. Dans leurs zones d'influence, la présence des femmes dans les espaces publics est fortement limitée ; elles ne sont ainsi pas en mesure de vendre au marché, de chercher du bois ou d'aller à la rivière se baigner ou faire la lessive. Les combattants ont aussi tué des commerçants, pillé des boutiques, détruit des terres agricoles, volé des animaux, de l'argent, des biens et des motocyclettes, et kidnappé et tué des présumés intervenants gouvernementaux (Ursu 2018).

---

<sup>7</sup> Comme le déclarent plusieurs analystes du conflit interviewés pour ce dossier.



Cependant, leurs interventions, outre le désir des communautés peules à défendre les droits fonciers et les moyens de subsistance pastoraux et à chercher protection et vengeance du fait qu'elles sont ciblées, ont amené des Peuls du centre du Mali à rejoindre les GOA djihadistes (Benjaminsen et Ba 2009). Dans la partie ouest du centre du Mali, un groupe auparavant subalterne a su tirer avantage de la présence de l'EIGS pour défier les anciennes élites et régler des comptes. Au cœur d'une plus grande polarisation entre GOA djihadistes, l'EIGS tente de faire une percée dans les territoires de groupes plus établis en avançant un agenda social plus solide.

## Les mesures de gestion des ressources et de protection de l'environnement qui négligent les aspects conflictuels peuvent aggraver les griefs

Des organismes publics ont recouru à des exactions et à l'enrichissement personnel sous couvert de protection environnementale. Établi pour appliquer la conservation des ressources naturelles et arrêter la désertification, le Service forestier paramilitaire a été considérablement renforcé dans les années 1980, sous l'influence de l'agenda pour le développement durable et en réponse aux priorités des donateurs. Le programme d'ajustement structurel de 1982 commandé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale a réduit les dépenses publiques, les services et les fonctionnaires, sauf pour la gestion forestière. Là, le nombre d'agents forestiers a beaucoup augmenté dès le milieu des années 80. La révision du droit colonial établissant le Service forestier en 1986 a augmenté la sévérité des sanctions, les amendes imposées à des niveaux extrêmement élevés comparés aux revenus nationaux. Ces mesures furent justifiées par l'importance de retenir l'avancée du désert vers le sud en plein discours international sur la désertification. Cependant, comme indiqué précédemment, on observe des conditions d'humidification et de végétalisation dans le Sahel ces dernières décennies.

Le Service forestier est devenu un des organismes principaux recourant à des exactions. Ses agents armés et en uniforme sont autorisés à garder un pourcentage des amendes perçues (outre l'argent soutiré). Les agents ont fait preuve d'un comportement autoritaire et abusif, notamment pour imposer, emprisonner et donner des amendes aux femmes ramassant du bois et aux éleveurs faisant paître leur bétail (Benjaminsen et Ba 2009). Les civils déclarent que les services des ressources en eau et forestiers recourent au harcèlement, aux abus et aux mauvais traitements en particulier vis-à-vis des Peuls défavorisés (Raineri 2018). Tous les groupes quels que soient leurs moyens de subsistance ramassent du bois, mais ce sont en particulier les éleveurs qui sont accusés de provoquer la désertification. Ces accusations et ces abus montrent la force du ressentiment envers les Peuls. Ils sont également liés au fait que des communautés peules sont situées à la frontière de la savane et du Sahara, zones où se concentrent les efforts de lutte contre la désertification, et également car il est plus facile de s'enrichir grâce à l'élevage qu'avec d'autres moyens de subsistance.<sup>8</sup>

Mais de nombreux groupes expriment leur mécontentement vis-à-vis des mesures du Service forestier, en particulier si la forêt joue un rôle vital pour leurs modes de vie et leur sécurité alimentaire. Le bois combustible et le charbon sont une source d'énergie principale pour beaucoup. Les forêts permettent d'alimenter le bétail pendant la saison sèche grâce à un fourrage ligneux riche en eau. Les produits forestiers autres que le bois, tels que les fruits, les racines, les feuilles, les plantes médicinales et le gibier sont importants pour la sécurité alimentaire, surtout lorsque la production agricole est faible et que la dépendance vis-à-vis de produits ligneux augmente, en particulier lors d'événements météorologiques extrêmes (UNEP 2011). Les approches autoritaires et la recherche de profits par les agents du Service forestier entravent les moyens de subsistance et réduisent la capacité des individus à s'adapter et à affronter des chocs externes. Les leaders djihadistes ont ciblé ces pratiques dans leurs discours, et ces actions ont eu pour résultat le « placement [des services forestiers] en tête de liste

<sup>8</sup> D'après un des analystes du conflit interviewé pour ce dossier.

des organismes les plus détestés par les habitants des zones rurales au Mali. » (Benjaminsen et Ba 2009). Même au sud du Mali, les conflits entre ces agents et les communautés qui ont besoin de bois pour leur usage domestique peuvent mener à la violence. Ainsi, les efforts de conservation militarisés peuvent engendrer de nouvelles dynamiques conflictuelles ou fusionner avec d'autres dynamiques pour embraser la violence.

En même temps, la législation et les politiques menées pour soutenir les moyens de subsistance peuvent entraver l'adaptation si elles ne tiennent pas suffisamment compte du climat et de la disponibilité des ressources, si elles n'acceptent pas les différents modes de vie et ne considèrent pas les multiples utilisations des sols, par les agro-éleveurs de manière égale (UNEP 2011). Les politiques de sédentarisation forcée, la marginalisation des éleveurs due à l'expansion agricole et le détournement de l'aide internationale visant à lutter contre les conséquences de la sécheresse ont entraîné la frustration et le mécontentement des communautés touaregs et peules (Watts 2012).

De plus, les politiques de développement visant à augmenter les ressources disponibles et à réduire les conséquences du changement climatique, si elles sont conçues et mises en œuvre sans tenir compte des conflits, peuvent engendrer ou exacerber des dynamiques conflictuelles. La création de nouvelles ressources peut entraîner des rivalités à leur égard. Par exemple, de nouveaux puits creusés pour des éleveurs dans la réserve pastorale de Tolodjé dans la région de Mopti ont incité les fermiers dogons à s'y installer et, au fil du temps, à revendiquer des droits sur les terres entourant ces puits, aggravant les tensions et les relations éleveurs-agriculteurs (ICG 2020). De tels projets sont en partie liés à la violence entre GOA djihadistes et milices communautaires dans la région (ICG 2020).

## L'émigration est à la fois stratégie de résilience, facteur et conséquence de conflit

La migration est un mode de vie pour de nombreuses communautés du Mali. La migration circulaire et saisonnière est une stratégie d'adaptation courante à la variabilité climatique depuis des générations. Les éleveurs font paître leurs troupeaux dans les régions du nord pendant la saison des pluies et se déplacent vers le sud à la saison sèche. Les pêcheurs se déplacent à la recherche de meilleures prises, de marchés et de travail, comme les jeunes pêcheurs, par exemple, qui vont dans les villes dans l'espoir d'en revenir avec des économies. Les agriculteurs et les éleveurs se déplacent dans le pays et au-delà des frontières en quête d'emplois temporaires pour compléter leurs revenus. Les filles contribuent souvent aux revenus familiaux en recourant à l'émigration saisonnière vers les centres urbains (Nimaga 2012). Un tiers de la main d'œuvre rurale du delta émigre chaque saison vers les zones urbaines en quête de travail (UNEP 2011). L'argent qu'elle envoie est essentiel pour la résilience aux chocs économiques et environnementaux.

Ces dernières années, ces modes de migration ont changé. Les anciens modes de migration sont remplacés par un mouvement plus permanent vers le sud et les zones urbaines, tendance qui risque de s'intensifier si la fréquence et la gravité des événements climatiques extrêmes augmentent. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces mouvements et des changements concernant l'utilisation des sols, notamment l'expansion de l'agriculture dans les pâturages au centre et au sud du Mali, les effets du changement climatique, la dégradation environnementale et la violence. L'augmentation de la variabilité pluvieuse et la récurrence des épisodes de sécheresse poussent les agriculteurs à émigrer, étant donné la productivité déjà faible et les terres agricoles dégradées. Ces facteurs entraînent le déclin des étendues d'eau, ce qui pousse ceux qui pêchent à migrer aux endroits où le poisson est abondant. Un plus grand nombre d'éleveurs réduit son champ de mouvement vers le nord. Les groupes aux moyens de subsistance divers sont poussés vers le sud, là où les précipitations et la densité démographique sont plus élevées, de même que la productivité agricole. Ces migrations accentuent les pressions sur les ressources naturelles et les risques de conflit.

Il arrive que ces émigré-e-s mènent des vies difficiles, s'installant dans des zones informelles et encore plus exclues. Aussi, les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes possibilités de migration. Les femmes qui restent au pays vivent une plus grande précarité, leurs revenus étant touchés par les chocs climatiques, et elles étant exclues des ressources nécessaires à la résilience (McOmber 2020). Ces migrations bouleversent considérablement les structures sociales ; plus de femmes sont à la tête des ménages et les économies locales sont transformées.

Migration, climat et conflit sont également reliés de différentes manières. Les sécheresses des années 1970 et 1980 ont entraîné la migration de jeunes hommes du nord vers l'Algérie et la Libye. Tandis que le mouvement sécessionniste armé était motivé par des facteurs économiques, politiques et par des griefs historiques, ces jeunes hommes ont été influencés par les idées révolutionnaires (Benjaminen 2016). Leur politisation a été alimentée par l'indifférence politique face aux sécheresses et au détournement de l'aide financière par des responsables gouvernementaux. Cet exil dû à la migration entraînée par la sécheresse et l'exclusion vécue liée à cette expérience ont joué un rôle important.

Bien que la migration permette la résilience, les conditions qui facilitaient la migration ont changé récemment à cause de l'instabilité environnementale et politique. Par exemple, dans la région de Sikasso au sud du Mali, zone de migration interne et externe, l'augmentation de la migration, qui s'ajoute à la croissance de la population, au changement climatique et au développement économique, modifie les attitudes vis-à-vis des migrants. La variabilité climatique s'ajoute à la précarité des moyens de subsistance. Comme les migrants, dont le statut ne change pas – peu importe le temps passé dans la région – ne peuvent que louer des terres et non les posséder, leur vulnérabilité est grande face à l'expropriation. Ce statut inférieur peut alimenter des griefs endémiques. Parallèlement, les communautés migrantes perçues comme prospères peuvent s'attirer des rancunes et être confrontées à des tentatives de limiter leur accès aux terres. Les conflits entre communautés d'accueil et migrants sont déjà visibles. Les rivalités accrues pourraient entraîner des litiges à répétition et des vagues de violence si elles ne sont pas gérées à temps (Marquette 2020).

## Les conflits autour des ressources naturelles risquent d'augmenter

Au Mali, le changement climatique et le conflit réduisent l'accès aux terres fertiles et aux ressources en eau. La croissance démographique, les migrations liées au climat et aux conflits, et les répercussions du changement climatique intensifient la pression et les rivalités autour des ressources naturelles. Les taux de croissance démographique, parmi les plus élevés au monde, amplifient la demande de production alimentaire. Les pressions démographiques entraînent l'érosion des sols, la réduction des zones de pâturages et des rivalités accrues quant aux terres cultivables. L'accaparement des terres, l'appropriation, l'opportunisme, les luttes de pouvoir et les conflits entre le gouvernement et des communautés aggravent les effets de ces dynamiques. L'épuisement des ressources hydriques et alimentaires ainsi que l'empiètement des terres agricoles sur les zones de pâturages augmentent la probabilité de conflits.

Malgré un passé de relations généralement harmonieuses et d'arrangements économiques mutuellement bénéfiques, les conflits basés sur les ressources naturelles surviennent de plus en plus souvent entre les communautés au centre et au sud du Mali, notamment entre différentes filiations ou dans une même famille. Ils se produisent entre communautés qui suivent les mêmes modes de vie comme les Peuls, les Touaregs ou différents groupes agricoles à cause de la dégradation des champs ou du manque de terres cultivables. Ils éclatent également entre groupes dépendants de moyens de subsistance différents. L'augmentation de la variabilité climatique a entraîné la survenue de saisons irrégulières, troublant la chronologie et les transitions des activités de récolte des agriculteurs et de pâturages des éleveurs sur ces mêmes terres ainsi que l'accès à l'eau. L'augmentation de la durée et de la gravité de la saison sèche force les éleveurs à émigrer continuellement vers de nouvelles zones de pâturages, tandis

que les agriculteurs étendent leurs activités sur des zones de pâturages pour accroître la production agricole.<sup>9</sup> Dans le sud, la plupart des communautés ne disposent pas de zones de pâturages et de voies d'accès aux points d'eau bien délimitées. Les endroits où des mesures ont été prises pour fixer ces limites connaissent moins de litiges.<sup>10</sup>

La diversification des moyens de subsistance, réponse principale à la modification de la disponibilité en ressources naturelles, peut annuler des vecteurs de coopération économique. Elle peut aussi mettre des groupes en concurrence directe. Les agriculteurs qui élèvent des bœufs n'ont plus besoin du bétail des éleveurs sur leurs terres pour les rendre plus fertiles. Par exemple, les fermiers Soninkés et les éleveurs Toucouleurs ont un long passé coopératif d'échange de céréales et de fumier mais, au fil du temps, les Toucouleurs ont fondé un village et les Soninkés se sont mis à élever du bétail. Avec la concurrence accrue vis-à-vis des matières premières dues à la diminution des pluies et à l'empiètement sur des terres fertiles à cause d'un plus grand nombre de bêtes, un conflit de faible intensité entre les deux groupes grandit (McOmber 2020).

Néanmoins, il n'y a pas de lien causal direct et automatique entre le changement climatique et les conflits liés aux ressources naturelles. La violence n'est pas inévitable. La politique et les pratiques gouvernementales ont joué un rôle important dans les dynamiques de conflit. Depuis les années 1950, les politiques successives ont réduit l'accès aux terres et à l'eau aux éleveurs en privilégiant le développement agricole aux dépens du pastoralisme. Durant les pluvieuses années 1950 et 1960, l'agriculture a été étendue, intensifiée et commercialisée. Les sécheresses des années 1970 et 1980 ont non seulement rendu l'expansion agricole non-durable, mais elles ont aussi contribué à la marginalisation des éleveurs nomades qui avaient été repoussés aux abords du désert, ainsi moins en mesure de garantir leurs moyens de subsistance une fois les fortes pluies passées (Watts 2012).

Les effets dévastateurs des sécheresses au nord du Mali reposaient en partie sur les politiques de développement qui éludaient la variabilité climatique. Cela illustre le besoin d'intégrer l'imprévisibilité climatique et la nécessité d'équilibrer les différents moyens de subsistance dans la planification (Watts 2012). Au contraire, la conversion à grande échelle de pâturages utilisés pendant la saison sèche en cultures a entraîné la vaste expansion de rizières au dépens du 'burgou', principale ressource fourragère dans le delta (Benjaminsen et Ba 2009). Comme les terres sont plus cultivées, y compris celles situées le long du fleuve Niger et de ses affluents, les pâturages diminuent et les éleveurs perdent l'accès aux ressources en eau. Les conflits et le changement climatique réduisent la flexibilité de mouvement du bétail. Avec la concentration des politiques et des lois sur la modernisation agricole, les dioros ont perdu leur pouvoir et leur richesse au profit des agriculteurs qui étaient auparavant exclus et considérés de caste inférieure.

De plus, les arrangements coutumiers pour une utilisation partagée sont de plus en plus impuissants face au nombre croissant de conflits. Parallèlement, le leadership local, les institutions gouvernementales et les mécanismes de gestion des conflits sont inefficaces, partiels, corrompus et prolongent les conflits au lieu de les résoudre.<sup>11</sup> Au Niger voisin, la présence des autorités et l'adoption de mesures efficaces telles que la délimitation de terres, la surveillance territoriale et l'application de la loi ont permis de contenir plus rapidement la violence communautaire basée sur les ressources naturelles (Raineri 2018). Au Mali, ces conflits continuent de réduire directement et indirectement la productivité, la cohésion sociale et alimentent les rancœurs. Ils sont un motif de griefs et d'engagement des individus dans des GOA djihadistes et des milices communautaires. L'incapacité des fonctionnaires et des leaders locaux à régler l'accès aux ressources naturelles et à intervenir auprès des conflits liés a étayé la légitimité des GOA djihadistes, comme mentionné ci-dessus.

---

<sup>9</sup> D'après un analyste de conflit connaissant bien ces dynamiques.

<sup>10</sup> Ibid.



## Le changement climatique et les conflits mettent en péril les moyens de subsistance et la cohésion sociale

La diminution des moyens de subsistance et de la cohésion sociale vécue par des Maliens à cause du changement climatique et des conflits entraîne des cycles de conflit et de dégradation environnementale. Le changement climatique et les événements météorologiques extrêmes touchent particulièrement les moyens de subsistance qui dépendent directement des ressources naturelles, ce qui se traduit par le déclin des rendements agricoles, l'inadaptation des pâturages, les variations de niveaux des eaux souterraines et de surface, les pertes de récoltes, de bétail et autres à cause des inondations. Plusieurs facteurs non liés au climat touchent également la précarité des moyens de subsistance.

En même temps, les conflits amenuisent la résilience au changement climatique en perturbant les marchés, en limitant les activités économiques, en réduisant les épargnes financières, en restreignant la mobilité et en affectant la sécurité alimentaire. Les discours anti-peuls ont entraîné des restrictions sur la mobilité et l'accès aux terres et à l'eau de ces derniers. Les éleveurs pratiquant la transhumance du Mali ou du Burkina Faso vers le Bénin et le Togo voient leurs routes bloquées par ces gouvernements qui craignent l'importation de violences similaires dans leur pays.<sup>12</sup> L'impossibilité d'entreprendre leur migration saisonnière bloque les éleveurs pour une durée plus importante que prévue, ce qui accroît la densité de la population et provoque des empiètements plus fréquents sur les terres agricoles.

L'insécurité climatique affecte différemment hommes et femmes. Même si les hommes sont perçus comme les chefs de famille et leur gagne-pain, l'importante contribution des femmes à la production et aux revenus des ménages est vitale pour de nombreuses familles. Les femmes portent un triple fardeau : l'éducation des enfants, les travaux ménagers et la génération de revenus. Bien qu'elles représentent 75 pour cent de la main d'œuvre agricole, les femmes possèdent rarement les terres sur lesquelles elles travaillent (UNDP 2018). L'accès foncier leur est continuellement refusé de même que la possibilité de cultiver en sécurité. Les attitudes patriarcales maintiennent que les femmes n'ont pas besoin de posséder des terres, attribuent plus de terres fertiles aux hommes de la famille et considèrent l'activité agricole des femmes comme secondaire. Les rapports de force entre les sexes empêchent les femmes de participer aux marchés de manière équitable, d'accumuler des biens et de former des réseaux sociaux, éléments essentiels à la résilience. Dans les modes de vie pastoraux différenciant fortement hommes et femmes, les hommes sont souvent responsables de la gestion du bétail et de la migration, tandis que les femmes s'occupent de la traite, de la vente du lait et des produits laitiers (McOmber 2020). Quand les troupeaux se réduisent,

<sup>11</sup> D'après les analystes de conflit interviewés pour ce dossier.

<sup>12</sup> D'après un travailleur humanitaire interviewé pour ce dossier.

souffrent de fortes chaleurs ou sont bloqués par des conflits les empêchant d'accéder aux pâturages et à l'eau, la production de lait et les revenus des femmes sont touchés. Les hommes ont tendance à s'occuper de bêtes plus grandes et financièrement plus avantageuses, tandis que les femmes élèvent de la volaille et des petits ruminants. Les hommes bénéficient aussi d'un meilleur accès aux réseaux, aux capitaux, au temps et aux informations pour élever de nouvelles races capables de résister aux changements écologiques.

L'émigration masculine est une stratégie d'adaptation courante qui laisse les femmes au pays, entretenant l'agriculture vivrière. Malgré le fait qu'elles endossent plus de responsabilité et jouent de plus grands rôles au foyer et dans la communauté, elles ne sont pas nécessairement en mesure d'influencer la prise de décision ou d'accéder à des sources d'informations pertinentes concernant le changement climatique, ce qui les laisse moins aptes à se préparer ou à contribuer à un avenir résilient au climat (McOmber 2020). Les responsabilités ménagères rurales des femmes, dont la collecte de bois et d'eau, sont également étroitement liées aux ressources naturelles. Les sources d'eau, insuffisantes ou disputées, peuvent amener les femmes à devoir faire de plus longs trajets, ce qui les expose aux risques de violence, de déshydratation, de fatigue et de blessures dorsales, et réduit leur temps passé autrement à des activités génératrices de revenus.

Les conflits sur l'accès aux ressources naturelles dans un contexte de changement climatique réduisent également les niveaux de cohésion sociale. Ils rendent la polarisation inter-ethnique plus apparente (Raineri 2018). L'érosion de la résilience peut pousser les communautés à revenir à des mécanismes de défense où l'autre est perçu comme un ennemi et à craindre des menaces existentielles pour leur communauté. Dans des zones du centre du Mali par exemple, où les rivalités concernant les ressources naturelles deviennent de plus en plus violentes, il y a des tensions graves entre éleveurs peuls et touaregs,<sup>13</sup> ou entre éleveurs peuls et dogons et agriculteurs bambaras.

Les modèles du mouvement pastoral ont également changé ces dernières années. Les jeunes hommes se déplacent pour mener le bétail aux pâturages tandis que les familles restent à un endroit.<sup>14</sup> Ces jeunes hommes sont confrontés à d'immenses difficultés. Ils sont accusés d'être djihadistes par les forces de défense et de sécurité, par les milices communautaires et les communautés qu'ils traversent. À cause des stéréotypes sexospécifiques et ethniques et de la cohésion sociale réduite, ces communautés ont tendance à voir les jeunes hommes peuls se déplaçant en groupes plus comme une menace, comparé à la façon dont ils voyaient les familles peuls qui se déplaçaient ensemble dans le passé. Ces hommes sont menacés par les arrestations arbitraires et l'emprisonnement, les disparitions et la violence physique.

Cependant, l'interdépendance économique, un passé de coexistence et des initiatives locales pour la paix servent de liens capables de rapprocher les personnes. Il est arrivé que des Dogons aient caché leurs voisins peuls pour les préserver de la violence. En effet, les conflits du centre du Mali ont, par le passé, plus été liés aux rivalités concernant les ressources et leur contrôle qu'aux identités et rivalités ethniques ancrées. Ces dynamiques changent, cependant, avec des récits sur les conflits et des discours de haine semant la méfiance envers l'autre, toutes les communautés commettant et subissant des torts, et en l'absence d'une justice de transition soutenue et de processus de réconciliation et de cicatrisation.

---

<sup>13</sup> Ces tensions se produisent dans un contexte où les combattants touaregs s'engagent dans des raids contre les Peuls à partir des années 1990. En 2012, des combattants MNLA ont empêché des éleveurs peuls d'accéder à l'eau et volé leurs animaux. Les éleveurs se sont sentis persécutés par le MNLA et ont décidé de s'armer. Un analyste de conflit interviewé pour ce dossier a fourni cette information.

<sup>14</sup> Selon un analyste de conflit peul ayant de vastes connaissances sur les changements concernant les pratiques pastorales des Peuls.

## PREMIÈRES MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES POUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE

Le changement climatique et les conflits au Mali s'aggravent mutuellement et entraînent ainsi un véritable cercle vicieux. La faiblesse de la gouvernance, les abus de l'État, la corruption, les normes sexospécifiques et les inégalités créent des conditions propices à l'émergence des risques pour la sécurité climatique identifiés ci-dessus. Ces facteurs favorisent les conflits par eux-mêmes. Ils les entraînent par manque de réponse politique cohérente au changement climatique. Compte tenu de la variabilité climatique anticipée pour le Mali, il faudrait se concentrer sur des politiques et des programmes de lutte contre les risques pour la sécurité climatique qui soient efficaces aussi bien aujourd'hui qu'à l'avenir.

### ➔ **La réalisation d'une évaluation intégrée de la sécurité climatique permettant de comprendre les dynamiques du changement climatique et des conflits dans tout le pays et leurs variations régionales**

Malgré le rôle important que joue le changement climatique dans le cadre des risques, on ne trouve jusqu'à présent pas d'analyse détaillée, basée sur les faits, de la sécurité climatique au Mali, qui repose à la fois sur la science climatique et l'analyse de conflit et qui mette en lumière les points de vue des personnes touchées. Une évaluation intégrée de la sécurité climatique analysant les dynamiques actuelles et planifiant les futures voies à suivre comblerait cette lacune et servirait de base à des politiques et des programmes basés sur les faits, tenant compte du climat, sexotransformateurs et socialement inclusifs.

### ➔ **Le développement de l'ouverture, de la responsabilisation et de la réactivité des institutions gouvernementales, y compris des forces armées et de sécurité, en particulier au nord et au centre du Mali**

Les relations endommagées entre les citoyens exclus et l'État malien sont un facteur de conflit essentiel. Trois points particuliers doivent être cités ici. Premièrement, les faits montrent qu'une bonne gouvernance de la résilience naturelle est un facteur contribuant à la résilience communautaire face à la violence et au changement climatique. Les lois concernant les terres et les pâturages sont plus à mêmes d'être adoptées, comprises, soutenues et appliquées si elles sont issues d'un processus inclusif et si elles aboutissent à l'officialisation de titres coutumiers (Raineri 2018). Deuxièmement, une réforme structurelle du service forestier pour assurer une gestion forestière concertée de l'État et des citoyens est nécessaire pour protéger l'environnement, assurer les moyens de subsistance et lutter contre les frustrations et griefs présents. Troisièmement, il faudrait mettre en place des mécanismes qui associent une meilleure préparation des forces armées et de sécurité aux droits humains avec le droit international humanitaire, la protection civile et l'atténuation des torts accompagnés d'une surveillance des activités propres et de responsabilité en cas de violations. Il faudrait soutenir le personnel de sécurité de façon à ce qu'il comprenne mieux les répercussions de ses actions sur la résilience et les moyens de subsistance, et s'assurer qu'il ne les déstabilise pas davantage.<sup>15</sup> Leur représentativité doit être améliorée par des procédures de recrutement transparentes et inclusives. En outre, des efforts sont nécessaires pour améliorer les relations entre civils et militaires par le biais de forums d'échanges, d'activités de diffusion, la reconnaissance des abus commis et des mesures proactives pour protéger les civils. Si ces actions sont nécessaires dans tout le pays, elles sont particulièrement pertinentes pour le nord et le centre du Mali.

---

<sup>15</sup> Par exemple, l'interdiction de motos et de pick-up dans les régions de Mopti, de Segou et de Tombouctou en 2018 visait à empêcher des attaques mais a eu des répercussions négatives sur la santé, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

### ➤ La réduction des inégalités notamment sexospécifiques dans les populations vulnérables au changement climatique pour assurer l'équité et atténuer le risque de conflit

Il y a un risque réel que les populations socialement exclues et marginalisées, notamment les femmes, les filles, les jeunes hommes, les personnes présentant un handicap et celles et ceux d'origine ethnique ou caste particulières, restent piégés dans un cycle de vulnérabilité au changement climatique, au conflit et à l'intersection des deux. Il est probable qu'elles subissent des inégalités aggravées, car les fossés entre riches et pauvres s'approfondissent et elles n'ont pas la possibilité de réagir, de se remettre ou de se préparer aux événements ou chocs climatiques.

Pour atténuer ces inégalités croissantes, une série de mesures est nécessaire, notamment : un soutien continu dans l'agriculture intelligente face au climat, l'élevage de bétail et les techniques de pêche ; l'augmentation des systèmes d'aide sociale et institutionnelle aux groupes dépendant des divers moyens de subsistance ; et l'accès à l'éducation, également pour adultes. En outre, pour ce faire, il convient d'examiner et de lutter contre les inégalités structurelles sous-jacentes et les normes relatives au sexe, à l'âge, à la classe, au handicap, à l'ethnicité, à la caste et à d'autres axes de l'exclusion et leurs intersections. Essentiellement, il est nécessaire d'étendre plus largement les pouvoirs afin d'assurer la participation de tous dans les décisions relatives à la résilience au changement climatique, à la gestion des ressources naturelles, et dans la gestion des conflits aux niveaux local, régional et national, ainsi que dans les efforts de paix.

Une approche socialement transformative, luttant contre les inégalités sous-jacentes, encouragerait la justice et l'égalité et atténuerait le risque d'attiser les griefs actuels et d'en créer de nouveaux. Les faits montrent que des rapports de force équilibrés entre hommes et femmes et une meilleure cohésion sociale contribuent à empêcher les jeunes gens à s'engager dans des groupes armés violents ; et que la résilience parmi les jeunes est impossible sans inclure les femmes et leurs contributions à la transformation des relations sociales basées sur le genre (Raineri 2018). La crise actuelle représente l'occasion de s'éloigner d'un mode de gouvernance hiérarchique, inefficace, inégal et opportuniste, qui sème la violence, vers un mode plus inclusif considérant les cadets sociaux et encourageant l'unité intra- et intergroupe.

### ➤ Le développement de la résilience en matière de sécurité climatique dans le sud du Mali afin de réduire la propagation de la violence

Il existe une possibilité d'empêcher l'escalade d'un conflit foncier qui se manifeste déjà dans le sud. Cela atténuerait la propagation de la violence du centre ou au-delà des frontières internationales. L'insécurité dans d'autres zones touchées par le conflit rendent l'accès et des programmes difficiles, mais le sud du Mali est relativement sûr. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes, ou de renforcer ceux déjà existants, qui assurent plus d'inclusion, de coordination et de responsabilisation, afin de gérer les litiges de manière équitable et non-violente. En même temps, des mécanismes de prévention précoce et des analyses de conflit local régulières identifieraient les zones les plus à risque de plonger dans la violence et permettraient de développer des interventions adaptées et sur mesure qui tiennent compte du conflit, soient intelligentes sur le plan climatique, sexotransformatrices et socialement inclusives. Ces interventions devraient viser une meilleure cohésion sociale, s'adapter aux réalités matérielles et améliorer la résilience climatique.

### ➤ L'intégration de la sécurité climatique dans le mandat de l'ONU au Mali pour plus d'efficacité

Il est impératif que la communauté internationale et les Nations Unies en particulier tiennent compte des risques pour la sécurité climatique lors de la conception, de la mise en œuvre, de la surveillance, de l'évaluation et de l'étude des interventions humanitaires, de consolidation de



la paix et en faveur du développement. Les opérations de maintien de la paix doivent s'assurer de ne point nuire à la résilience climatique et si possible, de la promouvoir activement, par exemple en intégrant la compréhension des dynamiques du climat et des conflits au niveau de l'accès aux ressources naturelles dans des projets à effets rapides. Il faut également s'assurer que les futurs renouvellements de mandats de la MINUSMA veillent en priorité à renforcer les capacités d'analyse de la sécurité climatique de son Unité de Programmation stratégique en les plaçant au cœur de sa planification à moyen et à long terme. Cela comprend la nécessité de ressources financières et humaines adéquates, ainsi que l'accès aux outils, aux sources de données et aux formations afin d'améliorer les connaissances et les capacités relatives à l'intégration des données dans la planification stratégique. En outre, toutes les agences, les fonds et les programmes des Nations Unies devraient reconnaître les répercussions du changement climatique sur la stabilité du Mali et intégrer les questions relatives au climat et aux ressources naturelles dans les approches préventives et les mécanismes de prévention précoce.



© UN Photo/Marco Dormino

## REMERCIEMENTS

Chitra Nagarajan a rédigé ce dossier sur les risques. Elle tient à remercier toutes celles et tous ceux qui lui ont généreusement accordé leur temps pour participer aux entretiens, ainsi qu'Aurore Mathieu, Bokar Sangaré, Janani Vivekananda et Lukas Rüttinger pour leurs précieux commentaires sur une version précédente du texte.

## RÉFÉRENCES

Assanvo, William ; Baba Dakono ; Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga 2019 : Violent Extremism, Organised Crime and Local Conflicts in Liptako-Gourma. Institute for Security Studies. Consulté sur : <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>.

Benjaminsen, Tor A. 2016 : Does Climate Change Cause Conflicts in the Sahel?. Consulté sur : <https://www.iied.org/does-climate-change-cause-conflicts-sahel>.

Benjaminsen, Tor A. et Boubacar Ba 2009 : Farmer - Herder Conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption : A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali. Dans : The Geographic Journal 175 : 1, pp. 71 - 81. Consulté sur : [www.jstor.org/stable/40205268](http://www.jstor.org/stable/40205268).

Benjaminsen, Tor A. et Boubacar Ba 2018 : Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation. Dans : The Journal of Peasant Studies. 46 : 1, pp. 1 - 20. Consulté sur : <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457>.

Bleck, Jaimie; Marc-André Boisvert et Boukary Sangaré 2018 : "I Joined to Save My People" : Children and Non-State Armed Groups in Mali. Dans : Siobhan O'Neil et Kato van Broeckhoven : Cradled by Conflict : Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict. United Nations University, pp. 142 - 177. Consulté sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Cradled\\_by\\_Conflict.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Cradled_by_Conflict.pdf).

Briscoe, Ivan : Crime After Jihad : Armed Groups, the State and Illicit Business in Post Conflict Mali. CRU Report. Clingendael, The Hague. Consulté sur : <https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/Crime%20after%20Jihad.pdf>.

Dufka, Corinne 2018 : "We Used to be Brothers" : Self-Defense Group Abuses in Central Mali. Human Rights Watch, New York. Consulté sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali1218\\_web\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali1218_web_0.pdf).

Gorman, Zoë et Grégory Chauzal 2019 : "Hand in Hand" : A Study of Insecurity and Gender in Mali. SIPRI Insights on Peace and Security No2019/6. SIPRI, Stockholm. Consulté sur : [https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-12/sipriinsight1912\\_6.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-12/sipriinsight1912_6.pdf).

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2014 : AR 5 Climate change 2014 : Impacts, Adaptation and Vulnerability.

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2019 : Special Report on Climate Change and Land.

International Alert 2016 : Organised Crime in Mali : Why It Matters for a Peaceful Transition from Conflict. Consulté sur : [https://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali\\_OrganisedCrime\\_EN\\_2016.pdf](https://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali_OrganisedCrime_EN_2016.pdf).

International Crisis Group (ICG) 2016 : Central Mali : An Uprising in the Making?. Africa Report No 238. Consulté sur : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/central-mali-an-uprising-in-the-making.pdf>.

International Crisis Group (ICG) 2018 : Drug Trafficking, Violence and Politics in Northern Mali. Africa Report No 267. Consulté sur : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/267-drug-trafficking-violence-and-politics-in-northern-mali-english.pdf>.

International Crisis Group (ICG) 2020 : The Central Sahel : Scene of New Climate Wars?. Crisis Group Africa Briefing No 154. Consulté sur : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b154-sahel-new-climate-wars.pdf>.

Marquette, Camille 2020 : Maintaining Peace and Stability in Mali's Sikasso Region : Strategies to Contain Land-Related Conflicts. International Alert Mali, Bamako. Consulté sur : [https://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali\\_MaintainingPeaceAndStability\\_EN\\_2020.pdf](https://www.international-alert.org/sites/default/files/Mali_MaintainingPeaceAndStability_EN_2020.pdf).

McOmber, Chesney : Women and Climate Change in the Sahel. West African Papers No 27. OECD Publishing, Paris. Consulté sur : <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/e31c77ad-en.pdf?expires=1590592781&id=id&accname=guest&checksum=C1DA86F2EE914141BEEB26F0585BD77C>.

Nimaga, Bintou 2012 : Gender Equality and Women's Empowerment in Public Administration : Mali Case Study. UNDP, New York. Consulté sur : <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Women-s%20Empowerment/MaliFinal%20-%20HiRes.pdf>.

Raineri, Luca 2018 : If Victims Become Perpetrators : Factors Contributing to Vulnerability and Resilience to Violent Extremism in the Central Sahel. International Alert, London. Consulté sur : [https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel\\_ViolentExtremismVulnerabilityResilience\\_EN\\_2018.pdf](https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_EN_2018.pdf).

Slegh, Henny ; Gary Barker ; Maimouna Toliver ; Aliou Bah et Mamdou Keita 2013 : Men, Gender Equality and Gender Relations in Mali : Findings from the International Men and Gender Equality Survey. CARE International.

Sonner, Heather et Kyle Dietrich 2015 : Fending for Ourselves : The Civilian Impacts of Mali's Three Year Conflict. Center for Civilians in Conflict, Washington DC. Consulté sur : [https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2017/08/Civilian\\_Impact\\_of\\_Mali\\_3-Year\\_Conflict\\_small.pdf](https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2017/08/Civilian_Impact_of_Mali_3-Year_Conflict_small.pdf).

Théroux-Bénoni, Lori-Anne et Baba Dakono 2019 : Are Terrorist Groups Stoking Local Conflicts in the Sahel?. Dans : ISS Today 14 October 2019. Consulté sur : <https://issafrica.org/iss-today/are-terrorist-groups-stoking-local-conflicts-in-the-sahel>.

UNDP 2018 : 'Stratégie et Plan d'Action Genre 2018-2020'. Consulté sur : <https://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/undp-rba-Strat%C3%A9gie%20Genre%20du%20PNUD%20Mali%202018-2020-july%202018.pdf>.

United Nations Environment Programme (UNEP) 2011 : Climate Change, Migration and Conflict in the Sahel. Consulté sur : [https://postconflict.unep.ch/publications/UNEP\\_Sahel\\_EN.pdf](https://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_Sahel_EN.pdf).

Ursu, Anca-Elena 2018 : Under the Gun : Resource Conflicts and Embattled Traditional Authorities in Central Mali. Clingendael, The Hague. Consulté sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UnderTheGun\\_Ursu.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UnderTheGun_Ursu.pdf).

USAID 2012 : Climate Change Adaptation in Mali : Fact Sheet. Consulté sur : [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/mali\\_adaptation\\_fact\\_sheet\\_jan2012.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/mali_adaptation_fact_sheet_jan2012.pdf).

USAID 2015 : Addendum to the 2012 Gender Assessment. Consulté sur : <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/Mali%20Gender%20Assessment%20Addendum%20Final.pdf>.

USAID 2018 : Climate Risk Profile : Mali. Consulté sur : [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/Mali\\_CRP\\_Final.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/Mali_CRP_Final.pdf).

USAID 2019 : Climate Risks in Food for Peace Geographies. Mali. Consulté sur : [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2020\\_USAID\\_ICF\\_Mali-FFP-CRP.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2020_USAID_ICF_Mali-FFP-CRP.pdf).

Watts, Robbie 2012 : Managing Climate Change and Conflict in Mali. Case Study 13. Institute for Development Studies, Brighton. Consulté sur : <https://www.ids.ac.uk/download.php?file=files/dmfile/LHcasestudy13-Mali.pdf>.